

L'ÉGLISE ORTHODOXE SERBE À UN TOURNANT

Jean-Arnault DÉRENS

Rédacteur en chef du
Courrier des Balkans
<http://balkans.courriers.info>

Études et analyses – N° 19 – Décembre 2008

URL : http://religion.info/pdf/2008_12_egliseserbe.pdf.

© 2008 Jean-Arnault Dérens

L'Église orthodoxe serbe est en crise. Le patriarche Pavle, très âgé et malade, hospitalisé depuis plus d'un an à l'hôpital militaire de Belgrade (VMA), a « demandé » sa mise à la retraite le 23 octobre dernier, dans une lettre communiquée au Sabor (assemblée) des évêques le 11 novembre. Alors que nul n'a contesté l'authenticité de cette lettre, malgré les doutes persistants sur les capacités et l'état de conscience du patriarche, le Sabor a décidé de rejeter cette demande. Selon le droit canon, le patriarche est en effet élu à vie, et des interprétations divergentes sont apparues sur la possibilité pour celui-ci de renoncer à sa charge. Le métropolite Amfilohije du Monténégro et du Littoral continuera donc à exercer l'intérim des fonctions patriarcales, au moins jusqu'au prochain Sabor, prévu au mois de mai.



Durant la cérémonie de consécration du monastère de Zotice, au Kosovo, le 13 juillet 2007 (© 2008 Laurent Geslin).

Derrière les portes closes de la patriarchie de Belgrade, où se tenait la réunion du Sabor, fermée à la presse, une âpre bataille s'est néanmoins engagée, qui oppose plusieurs courants – réformateurs ou conservateurs – même si les lignes de fractures, les conflits et les alliances sont souvent difficiles à identifier.

La perspective de la disparition du patriarche Pavle marque en effet la fin d'une époque pour l'Église orthodoxe serbe. Riche d'une longue et prestigieuse tradition, cette Église autocéphale a été directement impliquée dans les vicissitudes tragiques de l'éclatement de la Yougoslavie. Souvent accusée, parfois injustement, d'avoir exacerbé le nationalisme, elle peine toujours à redéfinir le sens de sa mission et sa place dans la société.

« Jeunes évêques » contre « vieux métropolitains »

Le 16 novembre, alors que le Sabor venait de s'achever, le quotidien belgradois *Blic* publiait un article retentissant, « Les jeunes évêques réclament une lustration au sein de l'Église »¹. Ces « jeunes évêques », pas tous facilement identifiables, même si le métropolitain Grigorije d'Herzégovine, les évêques Hrizostom de Žiça, Irinej d'Australie et de Nouvelle-Zélande, Ignjatije de Branicevo (Pozarevac) ou Irinej de Backa (Novi Sad) sont les figures les plus en vue du camp réformateur, réclament une Église dégagée de ses liens avec la politique et le nationalisme, qui se concentre enfin sur sa vocation spirituelle.

Ils pointent de nombreux aspects délicats, comme l'infiltration de l'épiscopat par les services secrets du régime Milosevic, voire déjà par ceux de l'époque communiste, dont ont « hérité » le gouvernement Milosevic ou celui des Serbes de Bosnie. L'épiscopat serbe de Bosnie serait d'ailleurs particulièrement impliqué : un des principaux évêques du pays aurait été durant des années un collaborateur de la Sécurité d'État (DB), sous le pseudonyme de « Pablo » : ces révélations, effectuées par un journaliste d'investigation, il y a déjà quelques années, n'ont jamais été vraiment démenties par l'Église.

La « lustration » devrait aussi toucher les évêques les plus vénaux, sans oublier ceux qui sont impliqués dans des affaires de mœurs. Il y a quatre ans, l'évêque Pahomije de Vranje a ainsi été impliqué dans une retentissante affaire de pédophilie. En abusant de sa charge et des possibilités qu'offre la nouvelle loi sur les religions – qui garantit une quasi-irresponsabilité pénale aux dignitaires religieux et qui a, à ce titre, été vivement dénoncée aussi bien par les ONG de défense des droits de la personne que par le Conseil de l'Europe – l'évêque a pu obtenir un non-lieu, sans qu'un jugement ne soit prononcé sur le fond de l'affaire, à savoir des abus sexuels contre quatre jeunes futurs séminaristes². Selon de nombreux témoignages, difficiles à vérifier, bien d'autres dignitaires orthodoxes seraient impliqués dans des affaires similaires. Face aux témoignages et aux accusations, l'Église a toujours opposé la chape de plomb du silence, une stratégie qui a eu pour principal résultat de laisser les rumeurs courir et pourrir les relations dans ses propres rangs.

Un nom revient très fréquemment dès que l'on évoque la « lustration », celui de l'évêque Filaret de Mileševa. Né en 1947 en Herzégovine, moine depuis 1969, Filaret est devenu célèbre au début des années 1990, en organisant des missions d'aide humanitaire aux Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine. Sur une photographie fameuse de cette époque, on le

¹ Traduit en français par *Le Courrier des Balkans*, sous le titre « Un vent de changement va-t-il enfin souffler dans l'Église orthodoxe serbe ? », <http://balkans.courriers.info/article11694.html>

² Lire Zorica Miladinovic, « Serbie : l'étrange acquittement de l'évêque Pahomije », in *Le Courrier des Balkans*, 3 avril 2006, <http://balkans.courriers.info/article6563.html>

voit, en soutane, brandir un fusil automatique... Vice-ministre des Affaires religieuses du gouvernement fédéral dirigé par Momir Bulatovic, il est récompensé de ses bons services en obtenant la charge d'évêque du prestigieux de Mileševa, dont l'éparchie s'étend sur la Serbie et le Monténégro, autour de la ville de Prijepolje. Lors des élections fédérales de septembre 2000, il appelle encore publiquement à voter en faveur de Slobodan Milosevic, ce dont il « s'excusera » par la suite auprès de ses frères du Sabor épiscopal, majoritairement hostiles au régime. Filaret est également connu pour avoir bénéficié de précieuses protections politiques après la « révolution » démocratique d'octobre 2000, qui lui ont notamment permis de développer les possessions du monastère et d'y ajouter de lucratives activités touristiques.

L'évêque Filaret a refait parler de lui à la fin de l'été 2007, après l'indépendance du Monténégro. Il entendait visiter les paroisses de sa juridiction situées en territoire monténégrin. Or, les autorités de la petite république souhaitent collaborer au maximum avec le Tribunal pénal international de La Haye et l'évêque refuse de répondre à une citation à comparaître – en qualité de témoin – devant la juridiction internationale. Les autorités monténégrines refusant de lui accorder des garanties de circulation dans le pays, il a entrepris une grève de la faim sur le poste frontalier entre la Serbie et le Monténégro³. L'affaire a engendré une sérieuse crise diplomatique entre le Monténégro et la Serbie, dont le gouvernement soutenait l'évêque Filaret.

Faute d'informations fiables, il est difficile d'évaluer le poids des « jeunes évêques » au sein du synode. La situation est d'autant plus compliquée que deux lignes de fracture semblent se dessiner. La première oppose les réformateurs aux évêques notoirement liés aux anciens services secrets, comme Filaret et plusieurs évêques de Bosnie, notamment l'évêque Vasilije (Kačavanda) de Zvornik et Tuzla. Ces derniers sont également des nationalistes serbes convaincus, mais le puissant métropolite Amfilohije du Monténégro semble fédérer un « troisième camp », qui regroupe des figures fort nationalistes, mais sans liens avec les services. Ce courant incarne une ligne nationaliste et anticommuniste sans compromissions, mais le métropolite Amfilohije se trouve désormais lui aussi sous le feu des critiques de « l'extrême droite ecclésiastique », qui a connu un fort essor ces dernières années.

Les évêques et l'extrême droite

L'apparition d'une forte extrême droite d'obédience orthodoxe (la police serbe parle de mouvements « cléricalo-fascistes ») est une donnée nouvelle des années post-Milosevic. La première apparition publique de ces courants remonte à la Gay Pride de Belgrade, le 28 juin 2001, violemment attaquée par les militants du mouvement Obraz (« Honneur »). La genèse

³ Lire « Orthodoxie et TPI : l'évêque serbe Filaret fait la grève de la faim sur la frontière du Monténégro », in *Le Courrier des Balkans*, 20 août 2007, <http://balkans.courriers.info/article8696.html>

de ce mouvement renvoie à des associations d'étudiants des Facultés d'histoire, de philologie et de théologie de Belgrade, comme l'Association « Saint Justin philosophe », apparue au début des années 1990, ou de la revue *Logos*, créée par Nebojsa M.Krstic (1964-2001), à la fois connu pour ses talents de théologien et de champion de boxe. En 1993, naît la revue *Obraz*, à l'initiative de ce même N.M.Krstic. La revue se transforme en mouvement politique en 2000.



Des militants d'Obraz manifestent contre l'indépendance du Kosovo à Mitrovica, le 18 février 2008
(© 2008 Laurent Geslin).

Le « mouvement patriotique » (*otačastveni pokret*) Obraz se veut un mouvement d'éducation (sa devise est « Pour la Serbie par l'éducation »). Il est toujours dirigé par des étudiants plutôt brillants, même si son recrutement s'est considérablement élargi ces dernières années. Parmi ses principaux engagements figurent la défense du Kosovo, le soutien aux accusés serbes du TPI, la dénonciation des « traîtres », principalement les représentants des ONG qui dénoncent le nationalisme ou enquêtent sur les crimes de guerre, et enfin la lutte contre toute visibilité des mouvements gays. L'homophobie d'Obraz présente un véritable caractère obsessionnel, la dernière manifestation du mouvement en ce domaine ayant consisté à attaquer le festival *queer* qui se tenait, cet automne, au Centre culturel Rex de Belgrade.

Obraz est surtout partisan d'une approche musclée de la théologie. Ces dernières années, le mouvement a organisé de nombreuses manifestations en faveur du Kosovo. Ces militants sont

d'ailleurs très présents à Mitrovica-Nord, et entretiennent des liens avec les assez fantomatiques mouvements armés serbes, comme la Garde du Prince Lazare. Le mouvement a aussi défilé en faveur des accusés du TPI, notamment après l'arrestation de Radovan Karadzic, le 21 juillet 2008.

Sur ces sujets de mobilisation, les militants d'Obraz se sont souvent retrouvés au coude à coude avec ceux du Parti radical serbe (SRS), la formation d'extrême droite dirigée, depuis sa cellule de La Haye, par Vojislav Šešelj, et qui a récemment été affectée par une forte scission⁴. Cependant, les dirigeants d'Obraz expliquent volontiers que de grandes différences idéologiques les séparent du SRS qu'ils considèrent comme un mouvement « athée ». De même, Obraz se définit clairement comme monarchiste, le SRS ayant fait preuve de beaucoup d'ambivalences sur ce sujet.

L'activisme politique et social d'Obraz et d'autres courants liés à l'Église ont aussi provoqué le développement de fortes oppositions. Les féministes et les pacifistes du mouvement des Femmes en Noir ont régulièrement manifesté depuis des années contre les positions de l'Église à propos des droits des femmes ou de l'avortement. De nouveaux mouvements sont apparus ces derniers temps, exprimant une critique ouverte et radicale de l'Église, ce qui représente un phénomène relativement nouveau dans la société serbe.

Depuis cet automne, Obraz s'est engagé dans un nouveau combat, dénonçant les « dangers » qui menaceraient de l'intérieur l'Église orthodoxe serbe. Le dimanche 9 novembre, deux jours avant la réunion du Sabor de l'Église, une cinquantaine de militants de ce mouvement ont interrompu la liturgie dans l'église Saint-Georges-des-Victoires, à Smederevo, demandant aux desservants de « fermer les portes aux hérétiques, aux ennemis de la foi, aux zélotes, aux uniates et aux catholiques »⁵. Un scénario identique s'est produit à plusieurs reprises durant l'automne dans différentes églises des diocèses de Braničevo et de Žiča, dont les évêques sont considérés comme des « réformateurs ». En pleine réunion du Sabor, Obraz a également organisé une marche de prière « pour la pureté de la foi orthodoxe » en plein centre de Belgrade. Dans la foule de plusieurs centaines de personnes, quelques prêtres étaient visibles, ainsi que les habituels nervis d'extrême droite. Une vidéo de cette marche de prière est visible sur le site d'Obraz⁶.

⁴ Tomislav Nikolic, chef par interim du parti depuis le départ de Vojislav Seselj pour La Haye, en février 2003, a quitté le parti en août 2008, rejoint par Aleksandar Vukcic, le numéro 3 du SRS et un bon nombre de cadres dirigeants.

⁵ Lire « Serbie : l'Église orthodoxe va désigner un nouveau patriarche », in *Le Courrier des Balkans*, 11 novembre 2008, <http://balkans.courriers.info/article11624.html>

⁶ <http://www.obraz.org.yu>



Manifestation contre l'indépendance du Kosovo, Mitrovica, 18 février 2008 (© 2008 Laurent Geslin).

Les observateurs de la vie ecclésiastique serbe notent que de telles intrusions dans des églises seraient inconcevables si Obraz ne disposait pas de fort soutien au sein de l'institution ecclésiastique. L'évêque Nikanor du Banat est aujourd'hui considéré comme le « mentor » d'Obraz au sein du Synode.

Le combat est aussi relayé sur des sites Internet basés à l'étranger et probablement créés par des éléments radicaux de la diaspora serbe. Le site ihtus⁷ mène ainsi campagne ouverte contre le supposé « lobby du Vatican » au sein de l'Église serbe. Aux côtés des figures connues du camp réformateur, un *slide-show* fait apparaître, de manière plus inattendue, le visage du métropolite Amfilohije du Monténégro, auquel ihtus reproche donc de – pourtant fort prudentes – ouvertures œcuméniques.

La nouvelle querelle du Kosovo

Les querelles qui déchirent l'Église ont aussi atteint le Kosovo. L'Église orthodoxe serbe se trouve en effet dans une position particulièrement délicate sur la « terre sacrée » du Kosovo. À l'époque communiste, le Kosovo a été terre de mission, ou plutôt de reconquête, pour l'Église. Alors que la balance démographique ne cessait de peser toujours plus en faveur des

⁷ <http://www.ihtus.us> Il faut aussi mentionner le site <http://www.novinar.de>

Albanais, les Serbes se sont sentis marginalisés dans les institutions du Kosovo devenu « région » puis « province autonome de la Serbie » (*Autonomna pokrajina*), tandis que de nombreux monastères et églises étaient abandonnés ou désaffectés. Pourtant, à partir des années 1960-1970, les deux dynamiques évêques successifs du Kosovo vont engager une revitalisation de la vie monastique. Le mouvement fut amorcé par Pavle, évêque de Raska et Prizren de 1957 à 1990, avant d'être élu patriarche. Il s'amplifia sous son successeur, Artemije, toujours en charge. Ce *revival* monastique « bénéficia » aussi, paradoxalement, des premières conséquences des guerres d'éclatement yougoslave : nombre de jeunes moines, dynamiques et éduqués, arrivèrent au Kosovo dans les années 1990, après avoir été chassés de leurs monastères de Croatie.

Les monastères du Kosovo, où la vie monastique n'a parfois repris que depuis une ou deux décennies, après une coupure plus ou moins longue, ont donc attiré une importante population de jeunes « convertis », souvent diplômés, maniant aisément Internet ou les langues étrangères, originaires de toutes les régions serbes.

L'Église a aussi embrassé, la première, la cause des Serbes du Kosovo. Ainsi, le Vendredi Saint 16 avril 1982, 21 prêtres signèrent un appel destiné aux plus hautes autorités de la République de Serbie et de la Fédération yougoslave. Parmi les signataires se trouvaient trois théologiens de premier plan : Atanasije Jevtic, Irinej Bulovic et Amfilohije Radovic, tous appelés par la suite au plus haute carrière au sein de l'Église. À l'époque Atanasije Jevtic était doyen de la Faculté de théologie de Belgrade. Il devint par la suite évêque de Zahumlje (Herzégovine), tandis qu'Amfilohije Radovic montait sur le trône métropolitain du Monténégro. Ce texte voulait « élever la voix pour défendre ce qui fait l'essence spirituelle et biologique du peuple serbe au Kosovo et Metohija »⁸. L'envoi d'appels et de pétitions au sein de l'Église, adressés à la hiérarchie religieuse, aux autorités politiques et à l'opinion publique était un phénomène tout à fait nouveau qui allait se généraliser. L'Église, de la sorte, redevenait ce qu'elle avait cessé d'être : un leader d'opinion en Serbie. Elle ne cessa plus de jouer ce rôle, se faisant le principal porte-parole des Serbes du Kosovo, qui sont toujours restés dépourvus d'une représentation politique spécifique ou même de dirigeants consensuels⁹.

Depuis les bombardements de l'OTAN et l'instauration du protectorat international sur le Kosovo, l'Église a subi un nouveau martyre, avec la disparition et l'assassinat d'un assez grand nombre de prêtres, de moines et de moniales, enlevés par des extrémistes albanais, et la destruction, totale ou partielle, d'environ 120 lieux de culte. Après les pillages et les

⁸ Ce texte et d'autres figurent en traduction française dans le livre de Anne Yelen, *Kosovo 1389-1989. Bataille pour les droits de l'âme*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1989.

⁹ Lire J.A. Dérens, *Le piège du Kosovo*, Paris, Non Lieu, 2008.

destructions de l'été 1999, une nouvelle vague de violence est survenue lors des émeutes de mars 2004. Dans le même temps, l'Église a assumé une nouvelle fonction de refuge et de guide du peuple serbe. L'évêque Artemije de Raska et de Prizren – dont l'éparchie recouvre l'essentiel du Kosovo, à l'exception principale de la patriarchie de Pec, dépendant directement du patriarche – est devenu un « ethnarque », le chef de son peuple traqué, et l'un des principaux interlocuteurs politiques de l'administration internationale.

Homme unanimement reconnu comme impulsif, Artemije a présenté plusieurs visages successifs. Dès les années 1990, il est l'un des premiers à dire publiquement que la politique de Milosevic mène la Serbie – et tout particulièrement les Serbes du Kosovo - à la catastrophe. Il s'engage dans quelques – timides – tentatives de dialogue avec les Albanais, tout en apportant son soutien au premier mouvement politique « autochtone » des Serbes du Kosovo : le Mouvement serbe de la résistance (*Srpski pokret otpora*), qui évolua progressivement sur des positions clairement anti-Milosevic.

En juin 1999, au terme des bombardements de l'OTAN, durant les semaines de chaos et de confusion qui accompagnèrent le déploiement des troupes de la KFOR et l'instauration du protectorat international au Kosovo, les structures de l'État serbe se délitèrent. Les cadres du Parti socialiste de Serbie, ceux des municipalités, furent les premiers à fuir le Kosovo, sans se soucier du sort des civils serbes, sans d'ailleurs non plus organiser leur exode. À l'inverse, l'Église, malgré la vague de violences et de destructions, tint bon et continua d'occuper le terrain, autant qu'elle le pouvait. Souvent assisté du métropolite Amfilohije du Monténégro, de moines et d'higoumènes venus du Sandjak de Novi Pazar, l'évêque Artemije fut sur tous les fronts, enterrant les victimes, tentant de rassurer les communautés serbes qui ne choisissaient pas le départ.

Le père Sava (Janjic), du monastère de Visoki Decani, est l'autre grande voix de l'Église serbe au Kosovo. Il joua aussi un rôle essentiel durant cette période critique, aux côtés de l'évêque Artemije. Diplômé d'anglais de l'Université de Belgrade, animateur infatigable de précieux sites d'information, le père Sava – surnommé le « cybermoine » - devint un interlocuteur obligatoire des journalistes étrangers, contribuant à modifier le regard que ceux-ci pouvaient porter sur le Kosovo et sur les Serbes. Le père Sava fut aussi un partisan résolu de la collaboration avec les nouvelles institutions de la communauté internationale.

Alors que les Serbes boycottaient ces nouvelles institutions, l'évêque Artemije et le père Sava participèrent aux travaux de la « Structure administrative intérimaire du Kosovo » (JIAS) mise en place en 2000 par l'administrateur des Nations Unies Bernard Kouchner. L'évêque Artemije assumait aussi la direction de fait du Conseil national serbe (SNV), établi au

monastère de Gracanica, devenu son lieu habituel de résidence¹⁰. Cette approche fut cependant rejetée par une large partie de la communauté serbe, notamment dans le secteur nord de Mitrovica, où la communauté est restée largement dominée par des figures issues du Parti socialiste de Serbie (SPS, l'ancienne formation de Slobodan Milosevic) ou du Parti radical (SRS), qui dénonçaient une « capitulation », une « trahison » et l'immixtion de l'Église dans les affaires politiques.

La stratégie de « coopération », théorisée par le père Sava, mise en pratique par le SNV et bénie par l'évêque Artemije, culmina lors des élections de novembre 2001 : une liste unie serbe, la Coalition pour le Retour (Povratak) parvint à convaincre près de 50% des Serbes du Kosovo de se rendre aux urnes. Les Serbes disposèrent, en conséquence, d'un important groupe au sein du Parlement du Kosovo, mais l'ostracisme des députés albanais empêcha toute avancée réelle.



Mgr Artemije lors de la consécration du monastère de Zociste, au Kosovo, le 13 juillet 2007 (© 2008 Laurent Geslin).

Les émeutes et les pogroms anti-serbes de mars 2004, qui entraînent notamment la destruction d'une vingtaine de nouveaux sanctuaires orthodoxes, marquèrent la rupture. La stratégie de « coopération » se soldait par un échec. L'évêque Artemije eut des mots très durs contre la communauté internationale, déposant même une plainte devant la Cour européenne de justice de Strasbourg contre les pays de l'OTAN disposant de contingents militaires au Kosovo, pour leur inaction durant les émeutes. Une autre polémique éclata autour du projet, financé par l'UNESCO, de reconstruction ou rénovation des églises et des monastères détruits.

L'évêque Artemije rejeta ces fonds, en expliquant que la rénovation d'une église sans le retour de ces fidèles n'avait aucun sens, et que les pays étrangers complices des destructions ne pouvaient pas être les

¹⁰ Le palais épiscopal de Prizren a été détruit dès 1999, et l'évêque ne peut plus résider dans cette ville. Il partage principalement son temps entre le monastère de Sopocani, dans le Sandjak de Novi Pazar. Le monastère de Gracanica se trouve au cœur d'une enclave serbe, à quelques kilomètres seulement de Pristina.

reconstructeurs. L'évêque dénonça également au printemps 2005 un mémorandum sur la reconstruction approuvé par le gouvernement serbe. L'évêque choisit de diriger lui-même des travaux de reconstruction aux financements mal connus. Le monastère de Zociste, dans le Sud-Ouest du Kosovo, entièrement détruit en 1999 et 2004, a été le premier monastère reconstruit : son église, dédiée aux saints Côme et Damien, fut reconsacrée par l'évêque Artemije le 13 juillet 2007.

À cause de ce discours intransigeant, l'image de l'évêque changea du tout au tout dans les milieux internationaux du Kosovo : autrefois « partisan du dialogue », il fut désormais catalogué comme un « extrémiste ».

L'intransigeance de l'évêque occasionna de sérieuses frictions entre Belgrade et la communauté internationale, même si Mgr Artemije put toujours jouir du soutien de Vojislav Kostunica. De nombreuses polémiques éclatèrent néanmoins autour des reconstructions diligentées par l'évêque : celui-ci fut accusé de malversations financières, et même d'avoir vendu de manière illicite certains biens de l'Église aux Albanais. Ces polémiques se soldèrent par une rupture totale entre Mgr Artemije et le père Sava.

Cette « radicalisation » de l'évêque Artemije intervint au moment même où, à Belgrade, le Synode de l'Église se montrait, au contraire, plus favorable à une ligne modérée. Le Synode choisit d'accorder l'ordination épiscopale à Teodosije, l'higoumène de Visoki Decani, avec le titre d'évêque de Ljipljan et un rang de coadjuteur de Mgr Artemije. Celui-ci perçut cette promotion comme une remise en cause et une offense personnelle.

Le conflit entre les deux évêques fut certainement aggravé par la communauté internationale et surtout par le chef de la MINUK, le Suédois Soeren Jessen-Pettersen, qui favorisa ouvertement le nouvel évêque de Ljipljan, frappant au contraire d'ostracisme Mgr Artemije.

Au printemps 2008, l'évêque Artemije a boycotté une session du Saint-Synode réunie au siège de la patriarchie de Pec, réitérant son opposition à toute collaboration avec la communauté internationale ou avec les institutions du Kosovo à propos de la reconstruction.

Le conflit a culminé le 24 août 2008. Le secrétaire de l'évêque Artemije s'est personnellement rendu au monastère de Visoki Decani, pour dénoncer les agissements de l'évêque Teodosije, l'accusant de « désobéissance » et d'avoir créé des « structures ecclésiastiques parallèles ». Une altercation physique a éclaté. Mgr Artemije soutient que les moines de Decani ont attaqué son

secrétaire, lui cassant la jambe. Il a plus tard été confirmé que le secrétaire avait seulement été blessé à un orteil¹¹... Un quasi-schisme divise désormais l'Église serbe au Kosovo.

L'Église et le nationalisme : le risque phylétyste

Durant les longs siècles de domination ottomane, l'Église orthodoxe fut la seule institution « protonationale » serbe. L'Empire, en effet, ne reconnaissait pas les communautés nationales, mais seulement les communautés religieuses, « protégées » par le Sultan en échange du paiement de taxes et de tributs spécifiques. Il existait un « millet » des chrétiens orthodoxes (le « Rûm millet », ou millet des « Romains ») et un millet juif. Le Rûm millet était dirigé par le patriarche de Constantinople, qui jouissait de grands honneurs et d'une véritable insertion dans les structures de pouvoir ottomanes (il avait rang de « pacha à trois queues de cheval »). L'Empire reconnaissait l'autonomie de deux juridictions : le siège métropolitain d'Ohrid et le patriarcat de Pec, restauré au XVI^e siècle par Makarije, issu de la grande famille des Sokolovic, originaire de Visegrad, en Bosnie, dont l'un des représentants, converti à l'islam, devient grand vizir sous le nom de Mehmet Pacha Sokollu. C'est ce grand vizir qui fit construire le fameux pont de Visegrad, immortalisé par le roman d'Ivo Andric¹².

Ces deux juridictions n'avaient pas de base « nationale », mais seulement une assise territoriale. Cependant, la juridiction d'Ohrid incluait des populations de langues slave, grecque ou aroumaine, tandis que l'essentiel des fidèles de Pec étaient de langue slave. Le patriarcat de Pec, qui utilisait comme langue liturgique et administrative le slavon puis une forme de vieux serbe plutôt que le grec, fut donc la principale institution qui contribua à former progressivement une identité nationale serbe.

Tout au long de son histoire, l'Église a donc prétendu incarner l'identité nationale du peuple serbe, même si son rôle, en réalité, fut assez limité dans la période de l'affirmation et de l'émancipation nationale. Après des révoltes incessantes, le patriarcat de Pec avait été supprimé par la Porte en 1766, et la principale autorité religieuse serbe fut dès lors représentée par le siège métropolitain de Sremski Karlovci (Karlowitz), en Voïvodine alors autrichienne. L'Église ne joua donc qu'un rôle tout à fait marginal dans le premier soulèvement serbe de 1804 et les débuts de l'État serbe.

La conception « historique » promue par l'Église tournait autour de l'événement majeur, de la cassure centrale de la Bataille de Kosovo Polje, en 1389. C'est autour de cet événement, de ce sacrifice, que l'histoire serbe prend sens.

¹¹ Lire « Kosovo : guerre des chefs au sommet de l'Église orthodoxe serbe », *Le Courrier des Balkans*, 26 août 2008, <http://balkans.courriers.info/article11049.html>

¹² *Un pont sur la Drina*, disponible en Livre de poche, dans la traduction de Pascale Delpech.



Le monastère de Ravanica (© 2008 Laurent Geslin).

Cependant, ce thème du Kosovo ne devint un enjeu politique qu'à partir des années 1860, quand la principauté serbe, dont l'expansion était bloquée à l'ouest par l'Empire des Habsbourgs, choisit de se tourner vers le sud, vers la « Vieille Serbie » (Kosovo) et la « Serbie du Sud » (Macédoine). Cette réorientation stratégique avait été théorisée dès 1844 par le ministre Ilija Garasanin dans sa fameuse « Esquisse » (*Nacertanje*). Le thème du Kosovo étant fondamentalement lié à la bataille du Kosovo, il permit à l'Église de retrouver un rôle central dans les projections idéologiques de la nation serbe.

La vision ecclésiale de la bataille s'organise autour du « choix » du prince Lazare Hrebeljanovic, qui commandait les armées chrétiennes. À la veille de la bataille, il aurait été visité par un ange, qui l'aurait placé devant le choix suivant : gagner la bataille ou bien gagner le royaume des Cieux, gagner la royauté de ce monde, ou la royauté céleste. Le parallèle avec le choix du Christ à la veille de sa Passion est évident, et par son choix christique, le prince Lazar a engagé tout le peuple serbe. En se sacrifiant pour la défense de la chrétienté, le peuple serbe aurait ainsi accepté et mérité sa dimension de « peuple céleste », de nouveau peuple élu.

Cette conception a été théorisée par le théologien Justin Popovic (1894-1979) et par l'évêque Nikolaj Velimirovic (1881-1956), sous le nom « d'idéologie de Saint Sava », ou « *Svetosavlje* ». Farouchement opposés au régime communiste – après 1945, le père Popovic vécut 31 ans au monastère de Celije, sous une étroite surveillance de la police, l'évêque

Velimirovic mourut en exil aux USA – ces deux théologiens apparaissent comme les garants d'une identité serbe que le communisme et le « yougoslavisme » risquaient de mettre à mal. Les « rénovateurs » de l'Église – le métropolite Amfilohije, l'évêque Artemije, le théologien Atanasije Jevtic -, qui s'engagèrent dans la cause des Serbes du Kosovo au début des années 1980, se veulent leurs disciples. Nikolaj Velimirovic fut même canonisé en 2003.

Les conceptions dérivant de l'idéologie de Saint Sava jouèrent un rôle central dans le renouveau de l'Église dans les années 1980, et irriguèrent les conceptions intellectuelles de l'opposition anti-communiste. Le thème du peuple serbe, peuple élu et martyr fut largement repris et utilisé dans la décennie suivante, justifiant les guerres nationalistes. Tout comme lors de la bataille de 1389, le peuple serbe se serait battu contre l'islam en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo. Il se serait sacrifié pour l'Europe, malgré la « trahison » des pays européens eux-mêmes et le poids du « grand Satan » américain. Le thème de la lutte contre l'islam permit d'ailleurs, dans les années 1990, un étonnant rapprochement entre certains secteurs ultranationalistes serbes et des courants sionistes radicaux d'Israël.

Une Église manipulée par Milosevic ?

En raison de sa réhabilitation du nationalisme serbe, l'Église orthodoxe serbe a-t-elle été l'une des « inspiratrices » du nationalisme guerrier des années 1990 ? A-t-elle été un allié objectif de Slobodan Milosevic ? Ces questions, souvent agitées, sont souvent mal posées.

L'Église n'a jamais fait mystère de son enracinement national – ni même de sa prétention à défendre et incarner l'identité nationale serbe. Elle n'a jamais fait mystère de son anti-communisme et de son anti-yougoslavisme. Au tournant des années 1970 et 80, l'Église rompit avec sa prudence des décennies précédentes et s'engagea plus directement dans le combat politique en faveur des Serbes du Kosovo, qui s'estimaient opprimés par la majorité albanaise de la province.

Pour sa part, Slobodan Milosevic, à partir de 1987-1988, s'empara également de la thématique des Serbes du Kosovo « persécutés » par les Albanais. Tout en se posant toujours comme un fidèle communiste et un héritier de Tito, Milosevic entreprit de la sorte de se rapprocher du bouillonnement nationaliste qui avait saisi la société serbe, reprenant à son compte le thème politiquement le plus sensible. Il y eut donc convergences des discours et des intérêts.

Tandis que Milosevic comprenait l'intérêt politique énorme que pouvait lui apporter le soutien de l'Église, celle-ci pensait que le nouvel homme fort de Belgrade allait marquer une rupture avec le régime titiste. Les relations entre Milosevic et l'Église sont donc d'abord construites

sur le modèle d'une alliance d'intérêts réciproques plutôt que sur le mode d'un « ralliement » de Milosevic à l'Église, ou de celle-ci à celui-là. L'Église n'a jamais oublié la filiation communiste de Milosevic. Et celui-ci, d'ailleurs fils de pope, s'il a considéré l'Église comme une force sociale et politique utile et respectable, n'a jamais annoncé sa « conversion » ni ne s'est complu dans les pratiques de dévotion qu'affectionnèrent beaucoup d'anciens dirigeants communistes d'Europe de l'Est dans les années 1990.

Dès le tournant des années 1990, l'Église fut, de surcroît, par des courants contradictoires. Tandis que certains religieux embrassèrent sans aucune distance ni réserve la cause nationaliste serbe, d'autres firent preuve de plus de retenue. Certains prêtres se rapprochèrent très vite de l'opposition, tandis que d'autres proclamaient leur fidélité au régime ou refusaient d'afficher tout engagement politique.

L'opposition serbe, pour sa part, se composait d'au moins deux grands courants, l'un libéral et pro-européen, l'autre nationaliste, anti-communiste et fréquemment monarchiste. Ces deux matrices idéologiques de l'opposition ne cohabitèrent jamais sans heurts, d'autant que les choix politiques concrets des différents dirigeants de l'opposition, leurs ruptures et leurs alliances furent souvent marqués par des tactiques erratiques et contradictoires, franchissant souvent cette ligne de fracture idéologique.

Une des premières forces de cette opposition, le Mouvement du renouveau serbe (SPO) de l'écrivain Vuk Draskovic, se revendiquait d'un nationalisme « traditionnel », celui des Tchétzniks de la Seconde Guerre mondiale, d'orientation royaliste et lié à l'Église. Cependant, dès 1992, le SPO rompit avec la politique belliqueuse de Slobodan Milosevic, se rapprochant de l'opposition libérale.

L'autre grande force des années 1990 fut le Parti radical serbe (SRS), revendiquant un ultra-nationalisme, et qui choisit souvent de s'allier au régime de Milosevic, malgré quelques passages épisodiques dans l'opposition. Le développement du SRS répondait à deux intérêts stratégiques pour le régime : avec son discours démagogique, il attirait des voix qui auraient pu se porter sur les partis d'opposition, d'autre part, il servait d'épouvantail, permettant à Milosevic de montrer à la communauté internationale qu'il y avait « pire que lui », et qu'il garantissait lui-même une certaine forme de stabilité et de modération politique. Certaines figures de l'épiscopat, comme Filaret, sont historiquement liées au SRS, mais ce parti n'a jamais insisté sur son ancrage religieux.

Pour sa part, l'opposition « démocratique » s'est vite scindée en deux branches. La première, libérale et « pro-européenne », réunit des courants de centre-gauche comme le Parti démocratique (DS) ou libéraux comme le G17 Plus. La seconde s'inscrit dans une tradition



Des fidèles lors de la consécration du monastère de Zociste (© 2008 Laurent Geslin).

conservatrice et monarchiste, très liée à l'Église. Elle est avant tout représentée par le Parti démocratique de Serbie (DSS) de Vojislav Kostunica.

Après la révolution démocratique du 5 octobre 2000, l'épreuve du pouvoir a vite fait voler en éclats la fragile unité de l'opposition serbe. Toutes les années qui suivirent ont été dominées par l'affrontement politique entre ces deux courants.

L'Église, et notamment le métropolite Amfilohije qui prit une importance sans cesse croissante, choisit résolument de s'allier au camp « national-conservateur », conduit par Vojislav Kostunica – surtout dans la période où celui-ci fut Premier ministre de Serbie (janvier 2004-juin 2008).

L'épouse de Vojislav Kostunica

est d'ailleurs apparentée au métropolite Amfilohije et les deux hommes entretiennent des relations intenses et suivies. En Kostunica, l'Église a cru avoir trouvé l'homme politique capable de formaliser une nouvelle « symphonie ».

Ce concept de la théologie orientale désigne le modèle des relations entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel, ce dernier gardant bien évidemment la prééminence sur le premier. Dans cette perspective, l'Église acquit une très forte visibilité sociale – notamment dans les médias publics comme la télévision d'État RTS. La loi sur les religions adoptée en 2006 lui fut extrêmement favorable, garantissant une quasi-immunité judiciaire aux ministres du culte, tandis que l'enseignement religieux était généralisé dans les écoles.

Après les élections du 11 mai 2008, une nouvelle coalition gouvernementale a été formée autour du Parti démocratique (DS), d'orientation libérale et pro-européenne. Le DS, dans les dernières années, s'est toujours gardé de critiquer trop ouvertement l'Église – ce que ne manque pas de faire le Parti libéral-démocrate (LDP) de Cedomir Jovanovic, une scission du DS qui ne participe pas au gouvernement, tout en lui accordant un soutien ponctuel. Néanmoins, l'Église ne peut plus espérer trouver auprès des autorités politiques le soutien inconditionnel dont elle jouissait auprès de Vojislav Kostunica.

Alors que la Serbie, amputée du Kosovo, s'oriente clairement vers l'intégration européenne – une perspective qui n'enchant pas l'Église, qui a déjà ouvertement critiqué certains aspects du processus d'intégration des normes européennes (sur des sujets de société sensibles, comme les droits des personnes homosexuelles) – l'Église doit donc redéfinir la nature de sa mission et de son engagement social. Derrière les querelles de personnes et de clans qui déchirent l'assemblée des évêques, des questions majeures pour l'avenir de l'Église se profilent donc.

L'incontournable épreuve géopolitique

L'Église devra aussi traiter de front les redoutables défis géopolitiques qui se posent à elle, avant tout au Kosovo, mais aussi en Macédoine et au Monténégro. Pour l'ensemble de l'épiscopat serbe, la question ne se pose même pas : les prétentions à l'autocéphalie qu'avancent les Églises de Macédoine et du Monténégro sont totalement injustifiées, ces terres relèvent de la juridiction de Pec et, à ce titre, sont des « terres serbes ». Quant au Kosovo, il s'agit naturellement du « berceau » de l'histoire et de la spiritualité du peuple serbe...

Même s'il est certain que le Kosovo conservera cette place centrale dans la spiritualité serbe, quel sera l'avenir de la présence effective de cette Église sur la « terre sacrée » du Kosovo ? La survie des monastères serbes est tout sauf assurée et l'on ne peut pas écarter a priori un scénario catastrophe, qui verrait disparaître toute présence physique de l'Église et du peuple serbe au Kosovo. Les prêtres et les moines qui vivent au Kosovo expliquent qu'ils seront « les derniers à partir » si tous les Serbes devaient être chassés du Kosovo. Le père Sava a tenté d'apporter une réponse en suggérant que la place prééminente du Kosovo dans la conscience et la spiritualité serbe ne signifiait pas forcément une domination politique serbe sur le Kosovo.

On peut raisonnablement imaginer un scénario où l'indépendance du Kosovo ne serait pas remise en cause, mais où la communauté serbe jouirait de droits effectivement garantis et les sanctuaires serbes d'une effective protection. Dans cette hypothèse – relativement optimiste

au regard de la situation politique actuelle – la liberté de circulation serait garantie aux Serbes à l’intérieur du Kosovo, ainsi qu’entre le Kosovo et la Serbie, ce qui permettrait de « désenclaver » les monastères, et de les voir retrouver pleinement leur fonction de lieux de pèlerinage. Cependant, si ce scénario se réalisait, et si l’Église pouvait donc mener normalement sa mission au Kosovo, il faudrait que la place et la signification du Kosovo soient profondément redéfinis. Le Kosovo resterait un lieu central dans l’histoire et la spiritualité serbe, sans que cela ne se traduise par une domination politique de la Serbie sur le Kosovo. Cela n’est pas envisageable sans de profondes évolutions concomitantes au sein de la société albanaise elle-même. Le nationalisme albanaise continue de développer une revendication de nature exclusiviste sur le Kosovo, en déniait tout droit à la communauté serbe, y compris tout droit historique ou symbolique. Ainsi, les Albanais – notamment le clergé catholique – affirment toujours fréquemment que les grands monastères serbes auraient été construits « sur les ruines de sanctuaires catholiques plus anciens », naturellement pensés comme des sanctuaires albanais. Ce discours, que rien ne vient scientifiquement, repose sur un anachronisme fondamental (en définissant comme « catholiques » des sanctuaires paléochrétiens, antérieurs au schisme de 1071, et en plaquant sur des époques reculées une différenciation nationale qui fut progressive). Il est naturellement perçu par l’Église serbe comme un déni symbolique, qui bloque toute éventuelle réconciliation comme toute amorce de dialogue œcuménique.

La situation créée par les deux schismes de Macédoine et du Kosovo est tout aussi complexe¹³. Même si elle n’est pas reconnue par la communion des Églises orthodoxes, la séparation de l’Église orthodoxe macédonienne est une réalité de fait depuis 1967, et la création d’une éparchie autonome d’Ohrid, dans le sein de l’Église serbe, n’a pas été couronnée de succès : cinq ans après la création de cette éparchie, le nombre des fidèles demeure très modeste. À terme, de nouvelles discussions entre les Églises de Serbie et de Macédoine paraissent donc inéluctables. La seule issue envisageable serait que ces discussions débouchent sur l’octroi d’un statut d’autonomie à l’Église macédonienne, préalable à la reconnaissance négociée d’une pleine autocéphalie. Dans le contexte actuel de tensions serbo-macédoniennes et gréco-macédoniennes, cette solution risque toutefois de ne pas se concrétiser avant de nombreuses années.

Enfin, le positionnement de l’Église au Monténégro, après la restauration de l’indépendance du petit pays, acquise au printemps 2006, dépendra beaucoup de l’identité du futur patriarche, l’actuel métropolitain du Monténégro et du Littoral étant l’un des plus sérieux candidats à la direction de l’Église.

¹³ Lire « Orthodoxie: l’Église serbe face aux schismes macédonien et monténégrin », *Relioscope*, 16 juin 2004, http://religion.info/french/articles/article_64.shtml

Si Mgr Amfilohije n'est pas élu patriarche, il pourrait être tenté de se « replier » sur le Monténégro, probablement en orientant l'Église de ce pays vers un statut d'autonomie au sein de l'Église serbe, ce qui suppose des négociations à la fois avec le Synode de Belgrade et avec les autorités politiques monténégrines. Cette option renverrait l'Église monténégrine autocéphale dans la marginalité, alors que celle-ci est en phase évidente de croissance et jouit désormais d'une attitude plus favorable des autorités politiques qu'il y a encore quelques années.

Cette option pourrait aussi être choisie par le successeur du métropolite Amfilohije, si celui-ci devenait patriarche. La question de fond est de savoir si l'Église serbe au Monténégro parviendra à passer d'un discours de déni et d'opposition à l'indépendance du pays à un positionnement où elle reconnaîtrait le fait accompli et irrévocable de l'indépendance, tout en promouvant le maintien de liens spirituels entre Serbes et Monténégrins au sein de la même Église... Cela supposerait que l'Église renonce à un rôle politique actif pour se concentrer sur une mission plus spécifiquement spirituelle.



© 2008 Laurent Geslin

Le repli ou l'engagement

Ces trois exemples résument bien le défi central qui se pose à l'Église. En continuant à défendre des revendications politiques et territoriales – que ce soit au Kosovo, au Monténégro et en Macédoine – elle risque fort de bloquer toute réconciliation régionale et de s'engager trop souvent dans des causes perdues d'avance. L'Église ne cessera pas d'être « serbe », c'est-à-dire d'incarner un aspect fondamental de l'identité nationale. Ce lien entre l'Église et la nation ne pourra certainement pas disparaître, mais doit-il amener l'institution ecclésiastique à s'engager dans des revendications territoriales et politiques ? Dans des Balkans réconciliés et ouverts, dont l'avenir passe par l'intégration

régionale et européenne, l'Église pourrait, au contraire, devenir un garant d'une identité nationale supra-étatique et supra-frontalière.

Deux options s'offrent incontestablement à l'Église : celle d'un « retour » à une démarche plus spécifiquement spirituelle ou celle d'un engagement maintenu dans les affaires du siècle. Tel est le défi auquel devront rapidement répondre les évêques serbes.

Jean-Arnault Dérens